

de la Constitution bourgeoise. Ce n'est pas du tout le mot d'ordre P.S. - P.C. - U.G.T. que nous proposons ; ce n'est pas le point culminant d'un front unique de classe ; c'est tout au plus une combinaison parlementaire de gauche, sur un programme républicain, qui aurait une majorité parlementaire avec les voix des politiciens bourgeois de gauche.

En conclusion, le P.C. ne peut pas dégager son épingle du jeu. Il a participé au gouvernement, est responsable de toute la politique gouvernementale et de ses résultats. Bien plus, sans le P.C., il eût été impossible à la bourgeoisie de rattraper tant soit peu le terrain perdu par elle.

Sans le P.C., elle n'aurait pas pu obtenir plus de travail pour les mêmes salaires. Sans le P.C., elle n'aurait pas pu briser la grève des imprimeurs et empêcher les mouvements rétrogrades dans les usines. Sans le P.C., elle n'aurait pas pu maintenir résignés les travailleurs et les ménagères sous-alimentés. Sans le P.C., elle n'aurait pas pu mener la guerre en Indochine. Sans le P.C., les mouvements contre Franco ne seraient pas limités à des protestations platoniques. Sans le P.C., le M.R.P. n'aurait jamais pu être au gouvernement. Car le P.C. avait et a la possibilité de mobiliser des masses si nombreuses que la bourgeoisie aurait dû reculer sur tous les terrains.

Le P.C. qui prétend être un parti différent des autres s'est montré en fait un parti parlementaire comme les autres. La seule différence est que, bénéficiant de son auréole des luttes passées, il peut encore abuser pour un certain temps des travailleurs qui voient, dans sa politique, une attitude souple pour mieux progresser.

P.S. — A la suite du référendum, le P.C. opère certains changements dans sa campagne ; le manifeste paru dans *l'Humanité* de ce jour (7 mai) est encore un peu tâtonnant. Il y a toute une série de phrases générales, l'appel désormais traditionnel à l'union ou l'accord de tous les républicains ; mais une certaine retraite semble être faite ; le mot d'ordre : « Thorez, président du gouvernement » est abandonné, il n'est plus question seulement que d'un nombre accru de députés communistes. Dans l'ensemble, nous assistons à un renforcement du crétinisme parlementaire, mais il est probable que le tâtonnement actuel durera encore quelques jours avant que la nouvelle note ne soit définitivement donnée pour la campagne électorale.

■ ■
LA « NATIONALISATION » DU GAZ ET DE L'ELECTRICITE COUTE, SELON MARCEL PAUL, 73 MILLIARDS.

■ ■
Budget militaire : 160 milliards.
Crédits de reconstruction : fixés en 1945 à 150 milliards de francs 1939 (six fois le franc actuel). Repoussés en 1946 et définitivement abandonnés par le gouvernement Gouin (crédits ramenés à 2 milliards de francs dévalués).

Pour
intervenir
sur la

M R P

Machine à Ramasser les Pétainistes

ses origines
sa force
son avenir

Le Mouvement Républicain Populaire a poussé comme un parti champignon dès le lendemain de la libération et dès la première grande consultation électorale — celle du 21 octobre 1945 — il totalisait plus de 4 millions de voix sur ses listes. Aujourd'hui encore, le M.R.P. joue un rôle capital dans la vie politique du pays.

Quelles sont les origines exactes de ce Parti, quelle fonction remplit-il et quelle est l'explication de sa brusque montée ?

UNE « AUBE » TIMIDE POINTE A L'HORIZON

On assista, vers 1934, à une tentative de la part de quelques intellectuels petits-bourgeois, de reprendre le *Sillon* (1) de 1910 et de rétablir la « réconciliation » définitive entre l'Eglise et la République bourgeoise, afin d'éviter que l'Eglise ne devienne synonyme de réaction et de fascisme. Un petit quotidien, *L'Aube*, n'imprimant qu'à une dizaine de milliers d'exemplaires fut lancé par M. Francisque Gay, jusqu'alors éditeur obscur de livres religieux pour enfants et d'illustrations mystiques pour les campagnes. M. Francisque Gay, ancien disciple du *Sillon* de Marc Sanguier — désavoué par le Vatican pour le péché de s'être réconcilié trop vite avec le statu-quo imposé par la bourgeoisie « libérale » française — établit son journal dans la maison même des « Editions », à l'ombre de l'église Saint-Sulpice.

Rejetée par l'Eglise à laquelle elle promettait pourtant obéissance et ignorée par la grande bourgeoisie qui ne lui accordait à l'époque aucun avenir politique, *L'Aube* trouva une existence tout à fait misérable à ses débuts. Autour de *L'Aube* se groupèrent à peine quelques milliers de « démocrates chrétiens » ou « démocrates populaires » qui provenaient principalement de milieux intellectuels — professeurs, fonctionnaires, quelques curés « éclairés », des notaires, des instituteurs.

Quelques accointances dans les milieux de la Banque de Paris et des Pays-Bas, et dans d'autres milieux « plus élevés » permirent au quotidien de se survivre malgré le manque des lecteurs et... les foudres de Rome qui misait toujours à l'époque sur la politique ouvertement réactionnaire et étroitement surveillée par l'Eglise du journal *La Croix*.

L'EQUIPE DE RECHANGE

Quelques campagnes « réussies », comme celle contre Munich, assurèrent à *L'Aube* une place plus importante dans la presse bourgeoise. L'éditorialiste de *L'Aube*, Georges Bidault, alors professeur d'histoire, trouva enfin — grâce à Munich — la possibilité d'avoir une position originale dans la presse bourgeoise qui le différenciait de *La Croix*, du *Matin* et même de

(1) Organe fondé par Marc Sanguier qui se proposait de réconcilier la petite bourgeoisie libérale avec l'Eglise romaine.

L'Œuvre radicale. Au moment où la bourgeoisie française, dirigée par le chef radical Daladier, s'embarquait dans le compromis de Munich, les démocrates populaires virent enfin l'occasion de prouver à la bourgeoisie que, malgré leur faible nombre, ils pouvaient un jour fournir l'équipe de rechange... Ce fut là une « ouverture » dont la bourgeoisie, dans son ensemble, allait se rappeler plus tard... La guerre balaya dans sa tourmente la tremblante *Aube*. La défaite de 1940 et l'avènement de Pétain entraîna l'ensemble essentiel de la hiérarchie ecclésiastique dans le « sillon » de la collaboration.

Les démocrates chrétiens se reconstituent assez tard, d'ailleurs, dans la clandestinité. Ils n'imprimèrent pas *L'Aube*. C'eût été un journal difficile à nourrir politiquement, mais ils continuèrent à s'affirmer comme des ennemis du nazisme et comme hostiles à la politique officielle des princes de l'Eglise qui promettaient ouvertement l'avenir.

DANS LA RESISTANCE

Les démocrates chrétiens, dirigés par MM. Gay et Bidault, ne constituèrent point des groupements de véritable résistance. Ils firent plutôt de « l'attentisme résistant ». Ceci ne les empêcha pas d'être le seul parti politique bourgeois qui avait pratiquement l'avenir ouvert devant lui, primo, parce que, dès Munich, il avait joué une autre carte, et, secundo, parce qu'il représentait le seul élément qui pouvait racheter la collaboration ouverte à laquelle se livraient officiellement les cadres supérieurs de l'Eglise. La force des démocrates chrétiens résulta ainsi de deux capitulations : de celle des radicaux et de celle de l'Eglise. Daladier et le cardinal Suhard peuvent revendiquer autant l'un que l'autre... le mérite de la fortune politique inattendue en 1940 de MM. Gay et Bidault.

Comment M. Bidault se trouva à la tête du Comité National de la Résistance (C.N.R.), il est dès lors facile de le comprendre. Le « Mouvement démocrate chrétien » représentait une force difficile à évaluer de par le fait qu'il était organisationnellement parlant, un élément nouveau. Mais de par ses origines, il donnait des garanties aussi bien à la bourgeoisie qu'à la « gauche » patriote qui ne voyait, à l'époque, en lui, aucun danger appréciable. Dès 1943, les « démocrates populaires » constituèrent la cheville entre le « gouvernement de de Gaulle » et les partis de gauche dont